

La Quatrième Commission (des questions politiques spéciales et de la décolonisation) : Les changements climatiques



SNUJPH 2011 Document d'information



1. Introduction

Les changements climatiques ont refait surface à devenir une des questions les plus pertinentes discutées dans le monde ces dernières années. Le potentiel destructeur amélioré pour les catastrophes naturelles et l'augmentation du taux de leur présence a déclenché des alarmes à travers les continents. Plus de deux milliards de personnes ont été touchées par des catastrophes « naturelles » au cours des dix dernières années et la plage de catastrophes de crues aiguës à des vagues de chaleur meurtrières.¹ Malgré les phases cycliques de réchauffement et de refroidissement planétaire, il existe un consentement général entre les scientifiques et d'autres experts dans le domaine, que nous sommes confrontés aujourd'hui d'un vrai problème à la suite des changements climatiques.

Au cours des dernières décennies il est devenu apparent que les actions humaines ont augmenté la production des gaz à effet de serre. Notamment, les risques du changement climatique sont dus à un certain nombre de pratiques qui sont intimement liées aux économies industrielles, telles que brûler les combustibles fossiles, le dégagement de produits chimiques toxiques, et l'émission des oxydes de soufre et d'azote. Les niveaux croissants de gaz comprenant l'anhydride carbonique dans l'atmosphère ont beaucoup contribué aux niveaux de montée des températures mondiales.² Beaucoup dans le domaine de la science et le milieu universitaire sont d'accord que quelque chose doit être fait pour arrêter et renverser ce qui provoque les changements climatiques. Les conséquences de ne rien faire seront probablement « un enchaînement de catastrophes naturelles qui changeront la vie sur Terre, telle que nous la connaissons »³. Aux niveaux de bases, le mouvement « vert » s'accélère en soulevant la sensibilisation du public et l'inquiétude. Les films comprenant « Une vérité qui dérange » d'Al Gore ont été significatifs en donnant l'alarme concernant le changement climatique.

Les systèmes à risque comprennent principalement les ressources en eau, agriculture, foresterie, pêche, les établissements humains, énergie et industries.⁴ Certains des effets négatifs des changements climatiques futurs peuvent inclure : une diminution des récoltes dans les régions tropicales et sub tropicales, une diminution de l'eau dans les régions aréiques, l'augmentation de la mortalité par stress thermique, la demande accrue d'énergie pour la « climatisation en été », l'augmentation de la mortalité par stress thermique, la demande accrue

d'énergie pour la « climatisation en été », l'augmentation du nombre d'inondations, de glissements de terrain, d'avalanches, une augmentation de l'érosion et des coulées de boue.⁵

2. Différentes vues sur des réponses aux changements climatiques

Depuis les années 1980, les problèmes d'environnement sont venus au rang des ordres du jour de beaucoup de gouvernements. Les pays sont généralement divisés entre leurs positions sur la façon d'aborder la question du changement climatique. Une réponse de *l'Adaptation* impliquerait de permettre aux changements climatiques continuer tout en se concentrant sur les ajustements nécessaires pour survivre les changements. Quelques exemples d'adaptation aux changements climatiques impliqueraient la production de nouvelles souches de cultures qui résisteraient à des températures élevées ou la construction de défenses côtières contre les inondations.⁶ Une réponse de *compensation* consisterait à prendre des mesures qui conduirait à l'effet opposé du changement climatique. Certains scientifiques proposent un mécanisme de réfléchir le rayonnement solaire dans l'espace⁷, mais des propositions de ce genre ne sont généralement pas suffisamment importantes pour nécessiter une action. La troisième catégorie de réponses aux changements climatiques est *l'atténuation*. L'atténuation est une méthode qui consiste à essayer de réduire les causes connues au changement climatique.⁸ Il s'agirait de réduire la vitesse des émissions de gaz à effets de serre ou d'améliorer les cycles naturelles qui ont un impact souhaitable sur le climat.⁹ Par exemple, planter plus d'arbres pour absorber les gaz à effets de serre comme le dioxyde de carbone.

3. L'Organisation Nations Unies et les changements climatiques

L'Organisation des Nations Unies est l'une des organisations internationales les plus actives qui fournissent des ressources considérables à l'analyse de la question du changement climatique. Elle aspire à développer des motifs de coopération en commun entre les nations et détient des diverses possibilités pour les chefs d'État, d'organiser et de trouver des solutions aux problèmes pertinents comme le réchauffement climatique. L'Organisation des Nations Unies considère l'environnement comme un bien commun pour lequel toutes les nations ont une responsabilité partagée dans la protection et de sécurisation d'elle.¹⁰

L'ONU a tenu son premier sommet consacré à la question des changements climatiques en 1992. Le *Sommet de la terre* a ainsi produit, l'encadrement préliminaire de la Convention de l'Organisation des Nations Unies sur les changements climatiques.¹¹ La Convention, qui est entrée en vigueur le 21 mars 1994, regroupe un abonnement presque universel.¹² 191 États membres de l'ONU ont présentement ratifié pour suivre à la collecte et le partage de l'information qui reflète le mieux les politiques nationales concernant le changement climatique.¹³ Les États membres partagent également des stratégies qui portent sur les émissions de gaz à effet de serre et la meilleure façon de s'adapter aux impacts provoquées par le changement climatique. La Convention-cadre de l'Organisation des Nations Unies sur les changements climatiques s'efforce également de fournir un soutien financier et des techniques aux pays en développement pour les aider à composer avec le remodelage nécessaires liés au changement climatique.¹⁴

Le panneau intergouvernemental du changement climatique

En 1998, l'Association météorologique du monde avec le Programme environnement des Nations Unies a créé le groupe d'experts intergouvernemental du changement climatique.¹⁵ Le GIEC devint rapidement une source importante d'informations scientifiques. Aujourd'hui, il continue de fournir des rapports d'évaluation complets et bien documentés sur l'état actuel des

changements climatiques et de la tendance que les projections sont susceptibles de prendre dans le cadre de différents scénarios.¹⁶

Le GIEC lui-même ne fait pas de recommandations quant à ce qui devrait être fait sur les changements climatiques, mais il évalue les projections des changements climatiques, et analyse les changements qu'ils entraîneraient aux humains, d'autres formes de vie et de l'environnement en général.¹⁷ Le GIEC s'efforce également de réagir aux conclusions énoncées par ses études menées sur les changements climatiques. La plupart des rapports publiés par le GIEC appuient l'opinion que les activités humaines sont la cause principale des changements du climat, donc la majorité des solutions présentées par le groupe d'experts, supporte la limitation des actions humaines qui peuvent contribuer à la déforestation, la désertification et autre dégradation de l'environnement. Le groupe travaille sur l'élaboration de mesures pour s'adapter aux changements projetés, énonce des mesures d'atténuation et scrute le changement de climat par commerce compromis et les relations, politiques aurait avec d'autres objectifs de la politique.¹⁸ Il joue également un rôle important dans l'examen des stratégies nécessaires pour différents niveaux de stabilisation à long terme.

Le Protocole de Kyoto

Le protocole de Kyoto, formulé en 1997 sous l'aile des *Convention cadre des Nations Unies sur les changements climatiques* (CCNUCC) place des taux d'émission cibles pour les pays industrialisés qui réduiraient finalement les gaz à effets de serre rejetés dans l'atmosphère.¹⁹ Ce qui définit le protocole de Kyoto en dehors de la CCNUCC est que le protocole engage des nations à suivre par le biais de leur engagement à réduire les émissions de gaz à effets de serre plutôt que de simplement les encourager à le faire. Le protocole de Kyoto a défini des objectifs contraignants pour trente-sept pays industrialisés jusqu'à présent, malgré que des pays peuvent ne pas très être près de les réaliser.²⁰

Le protocole est basé sur la reconnaissance que les pays développés sont principalement responsables des niveaux actuels de gaz à effets de serre (GES) présents dans l'atmosphère.²¹ Par conséquent, le protocole de Kyoto place plus de charges sur les pays développés. Les nations qui respectent le protocole de Kyoto sont censées réduire leurs émissions de GES, essentiellement par le biais de mesures nationales.²² Le protocole a conduit à l'introduction de divers mécanismes qui favorisent le développement durable. Le système d'échange d'émissions, le mécanisme de développement propre et la mise en œuvre conjointe sont parmi les outils développés par le protocole pour aider les pays à cibler des changements climatiques.

L'Accord de Copenhague

L'Accord de Copenhague est la plus récente des Nations Unies sur les changements climatiques qui a réuni les économies puissantes et expansionnistes des États-Unis, Chine, Brésil, Inde et Afrique du Sud, entre autres. Il a été convenu, au cours de ce sommet de décembre 2009, que la hausse de la température mondiale devrait être limitée à moins de deux degrés Celsius, par année.²³ L'accord a promis de livrer 30 milliards de dollars, au cours des trois prochaines années, aux pays en développement pour les aider à poursuivre une croissance économique durable, et pour qu'ils puissent mettre l'accent sur les questions imminentes de l'éradication de la pauvreté, de meilleurs soins de santé et de qualité de l'éducation.²⁴ On a en outre indiqué à la Conférence qu'un montant de 100 milliards de dollars serait fourni aux pays en développement d'ici à 2020 pour faire face aux changements climatiques.²⁵

Cependant, l'accord de Copenhague n'a pas défini une cible sur les réductions de carbone ni a-t-il été capable d'apporter tout accord sur juridiquement contraignant des traités.²⁶ Des critiques de l'Accord de Copenhague soulignent également qu'aucune cible ferme n'ont été mis

en évidence pour limiter l'augmentation de la température planétaire. Pour que les accords soient acceptés comme accords officiels des Nations Unies, ils doivent être approuvés par tous les 192 Etats membres.²⁷ Cela vient en outre les problèmes politiques soulevés, comme les questions de souveraineté et des intérêts nationaux. Les petites îles-nations, densément peuplées et les moins avancés ont généralement besoin de mesures plus strictes pour limiter les émissions, tandis que les pays concernés avec la croissance économique rapide sont moins enthousiastes aux mesures drastiques pour lutter contre les changements de climat.

Les entretiens de changement climatique de Cancun

La 16ème conférence des états partis à la Convention-cadre de l'ONU sur les changements climatiques à Cancun, Mexique a conclu en décembre 2010. L'affaire produite, doublé « les accords de Cancun », a été reçu des louanges du secrétaire-général Ban Ki-moon en tant qu'étant un succès important. Les différents accords formalisent des engagements de réduction et assurent la responsabilité accrue, aussi bien que le progrès vers des mesures légalement obligatoires de réduire des émissions de gaz participant à l'effet de serre. Puisque la première période d'engagement du protocole de Kyoto est fixée à terminer en 2012, les accords de Cancun sont également supposés de combler la lacune entre eux-mêmes et la deuxième période d'engagement établie dans le protocole de Kyoto. Ils incluent également l'action concrète pour protéger les forêts du monde.²⁸

A Cancun, les Etats membres ont identifié les défis que les pays en voie de développement relèvent en réduisant leurs émissions de gaz à effet de serre. Ainsi, les accords prévoient établir des fonds pour que le financement à long terme du climat aide à soutenir les pays en voie de développement et à soutenir la coopération technologique.²⁹ Les fonds « verts » du climat commenceront dehors par employer la Banque Mondiale en tant qu'administrateur, lequel les Etats-Unis, le Japon, et l'Union Européenne ont encouragé puisqu'elle leur donne plus d'inadvertance au-dessus de l'argent dépensé. Les pays développés estiment que c'est important étant donné qu'ils fournissent les fonds.³⁰

L'accord a été approuvé par le Japon, la Chine, et même les Etats-Unis. Il a été discuté qu'une des raisons pour laquelle ces pays ont soutenu l'affaire est qu'elle ne réalise pas une affaire complète qui est nécessaire pour des réductions efficaces. Cependant, la Bolivie a rejeté l'affaire puisqu'elle déclarait que la réduction d'émissions de 13-16% n'était pas assez; les réductions permettaient toujours une augmentation de température de quatre degrés Celsius indiqué par le chef de délégation bolivienne, Pablo Solon. Il a ajouté plus loin que la Bolivie ne pourrait pas convenir une affaire qui continuerait ce que le président de son pays a nommé « écocide. »³¹

Pour l'année 2011, la 17ème conférence d'CCNUCC est prévue d'avoir lieu en Afrique du Sud. Les activistes et les O.N.G.s environnementaux continueront à encourager un accord légalement obligatoire.³²

4. Les différentes approches adoptées par les états

Les divisions profondes qui sous-tendent la question de ce qui est à faire au sujet de la question des changements climatiques peuvent se résumer par les peuplements différents pris par des acteurs internationaux essentiels dans le sommet de Copenhague.

Les pays en développement comme la Chine ont rapidement convenu de réduire leurs émissions au moyen de l'intensité énergétique et ont fixé des objectifs impératifs pour 2020.³³ La Chine a également lancé un plan de changement climatique national où les émissions industrielles sont à être réduites de moitié des niveaux d'émission en 2005.³⁴ Il est prévu, par le

biais de diverses études menées par l'ONU, que la Chine réduira un quart du total des émissions nécessaires à l'échelle mondiale. La République Chinoise défend l'opinion selon laquelle l'Ouest devrait fournir des technologies de faibles émissions de carbone pour les pays en développement afin de réduire leurs émissions de GES.³⁵

De même l'Inde, a accepté de limiter la croissance des émissions de GES, mais refuse de s'engager à la fixation des objectifs.³⁶ La nation s'est assuré de blâmer les pays riches et leur écart évident entre les émissions par habitant entre pays. Toutefois, l'Inde reste vive sur la préservation de l'obligation juridique telle que le Kyoto pour les pays en développement.

D'autres pays, comme le Canada, ont étalé des plans pour réduire les émissions de GES de 20 % sur les niveaux de 2006 seulement à recevoir de fortes critiques que les cibles étaient insuffisantes.³⁷

D'autre part, les États-Unis ont été lents à reconnaître les changements climatiques comme un problème urgent. Aux États-Unis, l'administration du président Clinton était près d'approuver le protocole de Kyoto, mais n'ont finalement pas réussi. Le successeur du président Clinton, George W. Bush a complètement rejeté le protocole de Kyoto et a placé une plus grande valeur sur les idéaux de la souveraineté de l'État.³⁸ Une nation qui met un accent sur l'importance de la souveraineté de l'État s'oppose souvent aux traités qui imposent des obligations juridiques internationales.

La souveraineté de l'État est l'idée que l'autorité finale au sein d'une communauté politique fixe soit au sein de l'État et que l'État ne soit pas responsable devant personne d'autre que lui-même.³⁹ Il a cependant eu une cause récente d'optimisme concernant le rôle des États-Unis à affronter la question des changements climatiques. Le président Barack Obama a annoncé un objectif de réduire les émissions des États-Unis, et a participé au sommet de Copenhague. Néanmoins, les divisions en intérêts politiques existent, et les États-Unis en outre insistent sur le fait que l'expansion économique des pays comme la Chine, l'Inde et l'Afrique du Sud doit s'engager à croissance lente et de réduire le niveau des émissions de GES.⁴⁰

Afin d'offrir un autre point de vue, certains pays comme le Mexique félicitent un système de plafond et d'échange et d'une réduction de 50 % des émissions d'ici 2050 par rapport aux niveaux de 2002.⁴¹ Un système de plafonnement et d'échange est l'une des nombreuses politiques environnementales qui ont émergé à la recherche de tournures plus propres et plus durables de développement. Sous un système de plafonnement et d'échange, il devient obligatoire de placer une limite sur le niveau des émissions tout en permettant aux États la souplesse nécessaire pour acheter et vendre leur quota alloué des émissions.⁴² Le système de plafonnement et d'échange a eu seulement quelques programmes, mais réussies, qui récompensent l'innovation et l'efficacité tout en tenant responsable les Nations, de leur impact sur l'environnement.

L'Organisation des Nations Unies poursuit la stratégie de plafonnement et d'échange à l'époque actuelle par opposition aux autres méthodes comme le carbone fiscales en raison de la simplicité relative et l'aspect pratique du système⁴³. Il n'existe pas un système de taxation mondiale qui peut suivre toutes les nations, mais les pays peuvent se réunir et faire les arrangements pour un système de plafond du commerce sous l'égide d'une organisation englobante telle que l'ONU.

L'Union Européenne est un exemple d'un système d'une politique de plafonnement et d'échange réussi. L'Union a exprimé son opinion que les pays riches doivent faire un réduire leurs émissions de 80-85 % d'ici 2050 et que les pays pauvres devraient ralentir leur taux de croissance.⁴⁴ L'Union européenne a proposé un montant de 7-22 milliards de dollars pour aider les pays en développement à faire face au coût de s'adapter à une croissance plus durable.⁴⁵ De

plus l'Union européenne a proposé un montant de 150 milliards de dollars par année à allouer aux pays en développement d'ici à 2020.⁴⁶

5. Barrières au combat des changements climatiques

Il y a un certain nombre de barrières qui limitent le combat efficace des changements climatiques. Peut-être le plus important a été mentionné ci-dessus : la souveraineté des états. Puisque les changements climatiques sont des problèmes globaux, ils exigent l'action internationale coordonnée. Cependant, les pays sont peu disposés à abandonner leur souveraineté et à devenir réglés par des protocoles ou des règlements internationaux. Les états préconisent souvent trouver les solutions locales, par exemple le Canada discute du fait qu'il construit la solution au Canada. Cependant, le faire ainsi aura comme conséquence les pratiques contradictoires qui permettront aux niveaux peu raisonnables des émissions de gaz à effets de serre de persister. Ce qu'il fait en sorte qu'il existe une barrière politique, ainsi que les pays concurrencent les uns contre les autres pour la puissance politique et l'influence, veulent s'assurer qu'elles n'adoptent pas les politiques qui auront comme conséquence la perte de puissance.

Ceci joue dans la puissance économique. En ce moment, utiliser des combustibles fossiles est essentiel dans des économies industrielles, car les gouvernements d'états concurrencent pour attirer des affaires et des investissements, ne veulent pas créer des règlements environnementaux trop stricts qui remplaceraient des entreprises à la recherche des juridictions plus profitables. D'aller « vert » coûte cher, ainsi il est plus profitable que les compagnies gardent l'économie parallèle, ou en employant des combustibles fossiles. Ceci crée un processus qui est connu comme une « course au fond » parce que les pays concurrencent pour offrir des environnements favorables aux entreprises, et par conséquent peu de règlements. Encourager une politique de corporation environnementale est également plus cher pour des gouvernements car on s'attend à ce que souvent ces derniers offrent des subventions pour ceux qui « vont vert ». La question pour des gouvernements est comment trouver l'argent pour de telles subventions. C'est le cas en particulier pour les pays en voie de développement qui ont déjà les niveaux montants de dettes.

Les dépenses impliquées avec les changements compagnie « verte » sont une barrière du marché du combat des changements climatiques. Il n'est simplement pas rentable pour les sociétés ou les usines de production puissante de s'orienter vers les sources d'énergie renouvelables. Pour de plus petites entreprises qui sont en concurrence avec de plus grandes sociétés, ce problème est magnifié puisqu'il rend plus difficile pour qu'elles accèdent au marché ainsi qu'elles survivent si leur processus de fabrication est plus cher que la grande société qui n'aurait pas tourné vers une économie verte. Une partie de ce qui rend cher la transition sont des contraintes techniques. Par exemple, il ne pourrait pas y avoir d'infrastructure suffisamment développée pour faciliter un changement entièrement ou presque entièrement de ressources renouvelables. C'est le cas avec la nouvelle voiture actionnée d'hydrogène de Honda parce que les stations service qui vendent l'hydrogène existent seulement à quelques endroits en ce moment.

6. Conclusion

Étant donné le problème des changements climatiques et la complexité de la négociation internationale, la difficulté d'atteindre la cohérence de la protection de l'environnement à l'échelle mondiale n'est pas surprenante. Les états souverains ont besoin d'être en accords sur les thèmes de politiques de développement, de commerce, de stabilité économique et financière, de

technologie et de l'aide étrangère pour en nommer que quelques-uns. Les facteurs environnementaux en outre, tiennent rarement en compte les questions de sécurité, les droits de l'homme et les autres préoccupations sociales ; c'est clairement quelque chose qui doit être résolu. La nécessité de négociations en vue d'une réaction internationale est critique, jusqu'alors le peu qu'on peut certainement dire au sujet de la question des changements climatiques est que les conséquences des choix faits maintenant s'étirent longtemps dans l'avenir.

7. Questions aux lesquelles les résolutions devraient essayer et répondre

- Les réponses aux changements climatiques devraient-elle venir d'un consensus international ou devraient la responsabilité de répondre aux problèmes climatiques appartenir aux différents états?
- Comment pouvons-nous nous assurer que toutes les nations, indépendamment de leur développement économique ou technologique, soutiennent les solutions proposées sans faire des concessions énormes? Les pays développés devraient-ils aider les pays en voie de développement à faire la transition aux économies « vertes »?
- Les règlements internationaux devraient-ils être légalement imposés?
- Le commerce de carbone devrait-il être adopté par tous les états?

8. Recherche davantage

Faites sûr de vérifier le site Web de l'ONU et également le site Web de l'UNFCCC car il est l'un des acteurs les plus influents dans la politique de changements climatiques. « Une vérité qui dérange » est une bonne source pour la science derrière les changements climatiques. Naturellement, examinez les politiques spécifiques de votre pays par rapport avec le réchauffement mondial et les changements climatiques sur les pages Web de leur gouvernement. Les sites Web de nouvelles, de ce type du CBC, BBC, et New York Times, sont de bonnes sources d'articles de nouvelles concernant ce problème et peuvent même avoir des articles se rapportant directement à votre pays et les changements climatiques.

9. Note de la secrétaire-générale

Ce comité, comme les Nations Unies à New York, accepte la science des changements climatiques comme étant la vérité. Il y a de nombreuses publications qui réfutent cette science, et pendant que quelques pays tiennent ce point de vue, il est digne de l'examiner, particulièrement si vous représentez un pays qui doute de la crédibilité de la science et des sérieux des ennuis environnementaux auxquels le monde fait face.

End Notes

-
- ¹ Climate Change. Global Issues, 2009. <http://www.un.org/en/globalissues/climatechange/index.shtml>. 27 January.2010.
- ² Ibid.
- ³ Ibid.
- ⁴ The Intergovernmental Panel on Climate Change. UNEP, 2009. <http://www.ipcc.ch/> 27 January.2010.
- ⁵ Ibid.
- ⁶ Gateway to the UN system's work on Climate Change.United Nations. <http://www.un.org/wcm/content/site/climatechange/cache/offonce/pages/gateway/the-negotiations/the-un-climate-change-convention-and-the-kyoto-protocol>. 27 January. 2010
- ⁷ Ibid.
- ⁸ Ibid.
- ⁹ Where countries stand on Copenhagen. BBC World Service, 2010. http://www.bbc.co.uk/worldservice/news/2009/12/091203_g20_emissions.shtml 27 January 2010
- ¹⁰ Ibid.
- ¹¹ United Nations Earth Summit. United Nations, <http://www.un.org/esa/earthsummit/>, 27 January, 2010.
- ¹² Gateway to the UN system's work on Climate Change.United Nations. <http://www.un.org/wcm/content/site/climatechange/cache/offonce/pages/gateway/the-negotiations/the-un-climate-change-convention-and-the-kyoto-protocol>. 27 January. 2010
- ¹³ Ibid.
- ¹⁴ "Where countries stand on Copenhagen." BBC World Service, 2010. http://www.bbc.co.uk/worldservice/news/2009/12/091203_g20_emissions.shtml 27 January 2010
- ¹⁵ The Intergovernmental Panel on Climate Change. UNEP, 2009. <http://www.ipcc.ch/> 27 January.2010.
- ¹⁶ Ibid.
- ¹⁷ The Kyoto Protocol. United Nations, 2010. http://unfccc.int/kyoto_protocol/items/2830.php 27 January 2010.
- ¹⁸ Ibid.
- ¹⁹ Global Warming.United Nations. <http://cyberschoolbus.un.org/treaties/global.asp> 27 January 2010
- ²⁰ "Where countries stand on Copenhagen." BBC World Service, 2010. http://www.bbc.co.uk/worldservice/news/2009/12/091203_g20_emissions.shtml 27 January 2010
- ²¹ The Intergovernmental Panel on Climate Change. UNEP, 2009. <http://www.ipcc.ch/> 27 January.2010.
- ²² Ibid.
- ²³ Gateway to the UN system's work on Climate Change.United Nations. <http://www.un.org/wcm/content/site/climatechange/cache/offonce/pages/gateway/the-negotiations/the-un-climate-change-convention-and-the-kyoto-protocol>. 27 January. 2010
- ²⁴ Where countries stand on Copenhagen. BBC World Service, 2010. http://www.bbc.co.uk/worldservice/news/2009/12/091203_g20_emissions.shtml 27 January 2010
- ²⁵ The Intergovernmental Panel on Climate Change. UNEP, 2009. <http://www.ipcc.ch/> 27 January.2010.
- ²⁶ Ibid.
- ²⁷ Ibid.
- ²⁸ UN News Centre. "UN Officials Hail Climate Change Deal Reached at Cancun Conference." UN Department of Public Information. 11 Dec. 2010. 24 Jan. 2011 <http://www.un.org/apps/news/story.asp?NewsID=37034&Cr=climte+change&Cr1=&Kw1=cancun+&Kw2=climate+Kw3=deal>.
- ²⁹ UN News Centre. "UN Officials Hail Climate Change Deal Reached at Cancun Conference." UN Department of Public Information. 11 Dec. 2010. 24 Jan. 2011 <http://www.un.org/apps/news/story.asp?NewsID=37034&Cr=climte+change&Cr1=&Kw1=cancun+&Kw2=climate+Kw3=deal>.
- ³⁰ UN News Centre. "UN Officials Hail Climate Change Deal Reached at Cancun Conference." UN Department of Public Information. 11 Dec. 2010. 24 Jan. 2011

<http://www.un.org/apps/news/story.asp?NewsID=37034&Cr=climte+change&Cr1=&Kw1=cancun+&Kw2=cimate+Kw3=deal>.

³¹ UN News Centre. "UN Officials Hail Climate Change Deal Reached at Cancun Conference." UN Department of Public Information. 11 Dec. 2010. 24 Jan. 2011

<http://www.un.org/apps/news/story.asp?NewsID=37034&Cr=climte+change&Cr1=&Kw1=cancun+&Kw2=cimate+Kw3=deal>.

³² UN News Centre. "UN Officials Hail Climate Change Deal Reached at Cancun Conference." UN Department of Public Information. 11 Dec. 2010. 24 Jan. 2011

<http://www.un.org/apps/news/story.asp?NewsID=37034&Cr=climte+change&Cr1=&Kw1=cancun+&Kw2=cimate+Kw3=deal>.

³³ UN News Centre. "UN Officials Hail Climate Change Deal Reached at Cancun Conference." UN Department of Public Information. 11 Dec. 2010. 24 Jan. 2011

<http://www.un.org/apps/news/story.asp?NewsID=37034&Cr=climte+change&Cr1=&Kw1=cancun+&Kw2=cimate+Kw3=deal>.

³⁴ "UN Climate Change Talks in Cancun Agree a Deal." BBC World Service. 2010

³⁵ Ibid.

³⁶ Ibid.

³⁷ Ibid.

³⁸ Gateway to the UN system's work on Climate Change. United Nations.

<http://www.un.org/wcm/content/site/climatechange/cache/offonce/pages/gateway/the-negotiations/the-un-climate-change-convention-and-the-kyoto-protocol>. 27 January. 2010

³⁹ Ibid.

⁴⁰ Ibid.

⁴¹ Where countries stand on Copenhagen. BBC World Service, 2010.

http://www.bbc.co.uk/worldservice/news/2009/12/091203_g20_emissions.shtml 27 January 2010

⁴² Ibid.

⁴³ Where countries stand on Copenhagen. BBC World Service, 2010.

http://www.bbc.co.uk/worldservice/news/2009/12/091203_g20_emissions.shtml 27 January 2010

⁴⁴ Ibid.

⁴⁵ Ibid.

⁴⁶ Ibid.